

Une sacrée galère !

Deuxième partie

Une première analyse tend à démontrer que la seule pensée économique néolibérale est porteuse du totalitarisme. Dans cette deuxième analyse, je souhaite montrer que les autres ficelles utilisées par le néolibéralisme pour asseoir sa prédominance relèvent elles aussi de pratiques dictatoriales.

Vos trucs et ficelles

Le langage

Vous avez inventé une langue "positive" à souhait, destinée à enluminer votre idéologie et à dénigrer celle des autres. Margareth Thatcher, la dame de fer, va marteler d'emblée "*Il n'y a pas d'alternative*". Ha bon. Et bien alors d'accord, si vous me dites qu'il n'y a rien d'autres à faire, je suis, bêtement. A quoi bon m'intéresser encore à la chose publique, à d'autres voies économiques ? Et mon voisin, qui clame encore que des alternatives existent. Il n'a sans doute rien compris, il n'est pas économiste lui. Le plus grand nombre va vous suivre, même à gauche. Tout ce qui n'est pas avec vous est contre vous et ringard, passéiste. J'ai cité François Fillon dans la première partie¹. Que dit-il ? Que les syndicats "*s'arc-boutent sur leurs acquis*". Et les acquis, chez vous, par définition, c'est fait pour être repris. De telles affirmations ternissent l'image des syndicats, incapables de suivre le mouvement, de se réinventer mais surtout, incapables d'accepter que pour vous, ils sont un vestige du passé et que fondamentalement, ils vous enquiennent. D'autres expressions vont devenir très tendance. "*Faire des économies*". Qui oserait dire qu'il faut dépenser sans compter. Ce n'est pas beau, pas bien dans nos mentalités judéo-chrétiennes, donc "*faire des économies*", c'est vendeur. "*Gérer*". Cela aussi c'est porteur. C'est bien d'être "*un gestionnaire*", celui-là même qui sait "*faire des économies*". Vous placez le mot « *liberté* » dans toutes vos phrases. C'est habile. Que celui qui est contre la *liberté* lève le doigt. Sauf que c'est votre acception du mot *liberté*. La *liberté* d'entreprendre, oui, la *liberté* du marché, oui encore mais la *liberté* d'association, pas toujours parce que, comme je vous l'ai dit plus haut, c'est une entrave au marché. J'ajouterai qu'il n'y a pas de *liberté* sans moyens financiers, sans filet de sécurité, sans un certain niveau d'égalité. S'installer sous un porche quand on a tout perdu ne relève pas de la *liberté*, pas plus que quémander une allocation quand on cherche un boulot qui n'existe pas. Il vous fallait également un ennemi pour tromper tout le monde. Il est arrivé tout seul en 1974 et a imposé sa présence à tous. C'est Qui ? C'est la "*Crise*" pardi. C'est la *crise* par-ci, c'est la *crise* par-là. Et à cause de cette *crise*, *il n'y a pas d'alternative*, il faut *gérer* et *faire des économies*. Vous maniez aussi fort bien la langue de bois. Ainsi, vous ne postposez pas l'âge de la retraite, vous *modernisez le régime des pensions*. Vous ne réduisez pas l'accès au chômage, vous *sanctionnez les profiteurs*. Vous ne diminuez pas l'impôt des plus riches, vous *récompensez ceux qui bossent*. Vous ne stigmatisez pas, vous ne rabaissez pas des milliers de sans-emploi, vous les "*activez*". Vous n'avez aucune vision d'avenir, c'est normal quand *il n'y*

a pas d'alternative et vous au moins, vous êtes "*pragmatiques*" comme le dit ...Emmanuel Macron.

Vous avez inventé un monde, avez pris une crise passagère pour éternel ennemi, inventé une rhétorique. C'est une fois encore des composantes de tous les totalitarismes.

Les médias

Il vous fallait contrôler les médias. C'est avant tout ces derniers qui distillent vos messages jour après jour. Une dictature instaure la censure, ferme la plupart des médias privés et contrôle drastiquement ceux qui restent. A quoi bon dans votre cas, vous possédez les médias. « Liberté de la presse » dites-vous ? Quelle est la liberté d'une presse qui appartient quasi totalement aux investisseurs financiers, aux familles les plus riches des nations. Que vaut un média aux mains de Berlusconi ou de Bouygues ? Vous me direz sans doute que j'exagère mais cette pseudo liberté de la presse est, encore et toujours, une caractéristique des régimes totalitaires.

La liquidation des adversaires

Dans une démocratie, les individus, la société civile et l'Etat vivent dans un relatif équilibre, une certaine harmonie et se partagent les éléments constitutifs du "vivre ensemble". Votre théorie économique nie l'Etat, réduit à sa plus simple expression. Depuis 40 ans, son sous-financement engendré par vos politiques le vide peu à peu de sa substance. De même, les groupements citoyens sont stigmatisés, raillés, que ce soient les syndicats, les altermondialistes, les écologistes et j'en passe. En outre, vos politiques économiques et fiscales étrangent le secteur associatif chaque année un peu plus. Il reste qui ? Soit rien, le néant, soit ce qui peut être repris par le secteur marchand, acquis à votre cause, pressé qu'il est par le profit à court terme.

Vous faites le vide autour de vous, vous annihilez les contre-pouvoirs, comme le font...les régimes totalitaires.

L'invention d'une race supérieure

Vous voyez le monde en méritants/profiteurs. Les uns saisissent leur chance, osent, bossent. Les autres rechignent et sont fainéants. Vous encensez les uns, ridiculisez les autres. Les premiers vous vénèrent et les seconds finissent par croire qu'ils sont nuls. Les premiers font marcher le système, les seconds le font capoter et le pire est qu'ils finissent pas le croire. Cette belle race supérieure joue tous les jours, dans les pubs à la télé. Tout le monde a une jolie cuisine, un beau jardin, des belles fringues, une chouette voiture qui se parque toute seule. Les enfants sont gentils, intelligents et bien propres. Lui travaille, elle par contre, il est possible qu'elle soit mère au foyer mais tout le monde est heureux. l'ONEM, l'ANPE et l'INAMI, personne ne connaît.

Je ne sais pas vous, mais moi, la race supérieure et les boucs émissaires, cela me fait fûhrerment penser...

Tuer le débat démocratique

Les choix économiques appartiennent aujourd'hui à quelques-uns qui tirent les ficelles, les oligarques dont je parlais dans la première analyse qui le font de plus en plus ouvertement et qui bloquent tout débat démocratique, avec l'aide des grands acteurs internationaux tels la Banque Mondiale, le FMI, la Commission européenne. Que dire d'une mesure qui impose un déficit public maximum aux Etats, quelle que soit la conjoncture économique et quelle que soit la décision des citoyens ? Que fait Jean-Claude Juncker quand il propose de ne pas soumettre l'accord sur le CETA aux parlements nationaux²? Que penser de mesures qui permettent à des entreprises d'attaquer des Etats en justice, devant des instances privées, à l'encontre des choix démocratiques des citoyens de ces Etats ? Le CETA, le TTIP³, ces directives favorisent quelques-uns et font main basse sur les choix démocratiques des peuples. Vous serez normalement d'accord avec moi pour dire que supprimer le débat démocratique est éminemment totalitaire.

Avec un air de Sainte Nitouche

Il a suffi qu'une magistrate⁴ accuse le néolibéralisme de fascisme pour entendre les libéraux francophones s'offusquer et clamer que cela n'existait pas⁵, Corentin de Salle en tête, le directeur du Centre Jean Gol, le bureau d'étude du MR et fondateur de l'institut... Hayek. Monsieur de Salle, appeler les libéraux d'il y a 150 ans à la rescousse, c'est mélanger les myrtilles et les pastèques et affirmer que les économistes Maurice Allais et John Maynard Keynes étaient de gauche pose question sur votre degré de latéralisation. Quasi personne ne se dit néolibéral. On se proclame fièrement libéral et même...libéral social, social chrétien parfois, populaire, populiste (cela on ne le dit pas non plus) et même...social démocrate, nationaliste, adeptes d'une hypothétique troisième voie, centriste du centre, centriste de gauche, centriste de droite mais le modèle économique néolibéral est le fil rouge (encore un paradoxe !) qui vous traverse et guide vos politiques économiques.

Rares sont les dictatures qui clament à leur peuple "réjouissez-vous, vous êtes en dictature". La Corée du Nord s'appelle "République populaire démocratique de Corée", l'Allemagne de l'Est était la "république démocratique allemande". Se cacher, faire bonne figure, faire semblant, ne pas heurter, tromper, un beau sourire, une main de fer dans un gant de velours...sont les emballages cadeaux des totalitarismes.

Un jusqu'au-boutisme aveugle

Quel est votre bilan ? Une catastrophe. Quarante années de croissance faible ! Vous n'avez pas développé l'économie, vous l'avez freinée et concentrez les richesses dans quelques mains. Ecologiquement, si vous osez dire que c'est une réussite, c'est à désespérer. La terre crève, prise en tenaille par ceux qui s'en moquent ouvertement et d'autres qui font semblant. Socialement, n'en parlons pas. L'Europe connaît un chômage endémique. Les salaires du plus grand nombre stagnent, les impôts des entreprises s'effondrent, tout cela au profit de la rémunération du capital. Les inégalités augmentent en même temps que les rues se pavent de

matelas. Les usines à bas prix des pays émergents mangent les travailleurs comme un haut fourneau la ferraille pour que les travailleurs que vous pressez ici puissent encore s'acheter quelque chose. Et que proposez-vous ? *Les nécessaires réformes*, libérales, sans quoi vous nous envoyez...la garde et les astreintes aux piquets de grève.

Les totalitarismes sont aveugles, tout comme vous. Et quand c'est nécessaire, ils sortent la troupe sur les boulevards.

Aujourd'hui et demain

Confisquer le débat économique : un jeu dangereux !

Nous vivons, encore, dans des Etats dits démocratiques. Cependant, vous avez confisqué le débat sur les choix économiques. Pas question de débattre sur un plan de relance par les dépenses de l'Etat dans un pays de la zone Euro, c'est cadenassé par la norme des 3 %. Pas question de refinancer la sécurité sociale, c'est impossible car il faut "*gérer*" et "*faire des économies*". Pas question de réajuster l'impôt des sociétés ou la fiscalité sur les hauts revenus, vous avez créé toutes les conditions de l'évasion fiscale et vous avez fondé le grand marché international aux avantages fiscaux et sociaux.

La confiscation du débat économique entraîne une confiscation de facto du débat social. Une politique sociale implique des moyens qui manquent de plus en plus aux Etats, trop occupés à faire des cadeaux aux entreprises, principalement les grandes qui, sans cela, fichent le camp sous des cieux plus cléments. Ainsi, plus de choix économiques, plus de choix sociaux, tout est dicté, sans débat, par votre logique néolibérale. En outre, pourquoi avoir un débat social quand il est clair que d'un côté il y a les méritants et de l'autre des profiteurs ?

Mais, dans une démocratie, il faut bien un débat, c'est un minimum. Aujourd'hui, il porte essentiellement sur l'identité et la sécurité. C'est flagrant aux Etats-Unis, très présent en Europe. Chez l'Oncle Sam, l'actuel débat électoral tourne autour des minorités : les Afro-américains, les Hispaniques, les musulmans. Hillary Clinton défend l'égalité, Donald Trump veut mettre tous ces gêneurs dehors mais aucun des deux ne dit que le vrai problème de ces minorités et de millions d'américains blancs est leur exclusion économique. En Europe, le Brexit est un bel exemple. Ce n'est pas la politique ultralibérale du Royaume-Uni qui est mise en cause, ce n'est pas elle qui est responsable des déboires britishs, d'un système de santé moribond, d'un Etat très inégalitaire, c'est l'Europe en tant qu'institution, les autres pays européens, les citoyens de ces pays et les réfugiés.

Confisquer le débat économique est un jeu dangereux, surtout quand le système économique en vigueur est générateur de pauvreté et d'inégalités sociales. Le débat est alors accaparé par les populistes et les partis traditionnels qui chassent sur leur terrain. Il n'y a qu'à regarder vers quoi lorgne la droite traditionnelle française pour s'en convaincre. La gauche n'est pas obligatoirement en reste. Des sociaux-démocrates à l'est de l'Europe, tel Robert Fico, le premier ministre slovaque, peuvent faire pâlir d'envie Marine Le Pen et un petit gars comme Manuel Valls n'est pas tout rouge dans cette affaire.

Cela commence à coincer

Vous avez mis Keynes au rebut, vous allez l'y rejoindre un jour ou l'autre. Même le FMI⁶ vous accuse de pousser le bouchon trop loin. La presse se réveille également, tel le Guardian⁷ qui n'est pas la plus gauchiste des gazettes. Que dire de l'opinion publique qui s'oppose de plus en plus souvent à vos grands traités internationaux ? Méfiez-vous des mouvements citoyens qui, sur les questions économiques, remplacent la plupart des partis.

Il est grand temps de trouver une alternative crédible qui se réapproprie le débat économique. Il est l'heure de rappeler, comme le disait Keynes, qu'un économiste doit être un peu économiste, un peu philosophe et un peu sociologue. Il est urgent de réaffirmer l'existence de classes sociales et de lutte des classes; nous y sommes plongés jusqu'au cou, contrairement à ce que vous nous faites croire. Il est plus qu'urgent de reprendre le contrôle de la finance. C'est le moment de redonner un rôle central à l'Etat, en tant que régulateur mais aussi en temps qu'acteur économique. Il faut remettre en question, pour ne pas dire oublier, la croissance à tout prix et oser mettre le développement durable dans le paquet des réformes. Que tous ceux qui en ont marre, qui savent que nous allons droit dans le mur, qui sentent que l'on est en fin de période, qui œuvrent déjà à autre chose, s'unissent pour que cette alternative éclore. C'est sans doute plus facile à dire qu'à faire, soit, mais il faudra y passer.

Sans un sursaut, nous allons droit vers une dictature, une authentique toute noire, pas la votre qui se cache, une vraie déclarée. Elle naîtra quand le plus grand nombre, paumé, persuadé que le problème vient de l'autre aura plébiscité les grands illusionnistes, les Berlusconi, Sarkozy, Trump, Le Pen, Orban, De Wever, Johnson et la liste est longue. Et tout compte fait, cela ne vous dérangera pas car vous préférerez une dictature libérale à toute autre forme politique, comme votre papa, Fridriech Hayek, quand il disait, après une petite visite chez Pinochet, qui était aussi un ami de Margareth Thatcher, « *Je préfère une dictature libérale à une absence de libéralisme dans un gouvernement démocratique* »⁹. Encore un beau paradoxe pour quelqu'un qui craignait que les Etats interventionnistes ne conduisent au totalitarisme.

Eric VERMEERSCH

Septembre 2016

¹<https://www.mediapart.fr/journal/france/060916/fillon-promet-d-envoyer-la-gendarmerie-ceux-qui-sopposent-son-choc-liberal?onglet=full>

²<https://stoptafta.wordpress.com/2016/06/29/jean-claude-juncker-au-sommet-europeen-ne-pas-soumettre-au-vote-des-parlements-nationaux-laccord-de-libre-echange-entre-lue-et-le-canada-ceta/>

³http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/10/13/si-vous-n-avez-rien-suivi-au-tafta-le-grand-traite-qui-effraie_4788413_4355770.html

⁴<http://www.lesoir.be/1137303/article/debats/cartes-blanches/2016-03-01/neoliberalisme-est-un-fascisme>

⁵<http://www.lesoir.be/1139900/article/debats/cartes-blanches/2016-03-03/neoliberalisme-un-fascisme-madame-cadelli-neoliberalisme-n-existe-pas>

⁶<http://l-arene-nue.blogspot.be/2016/06/le-neoliberalisme-t-il-ete-surestime-se.html>

⁷<http://www.les-crisis.fr/une-ideologie-a-la-source-de-nos-problemes-le-neoliberalisme-the-guardian/>

⁸https://fr.wikipedia.org/wiki/Friedrich_Hayek

⁹<http://www.critique-sociale.info/585/labsurdite-du-liberalisme-economique/>